

Zeitschrift:	Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber:	Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band:	72 (2014)
Heft:	2
Artikel:	Les économistes et les nouvelles technologies de gouvernement
Autor:	Heredia, Mariana
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-823248

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LES ÉCONOMISTES ET LES NOUVELLES TECHNOLOGIES DE GOUVERNEMENT

MARIANA HEREDIA

Universités de Buenos Aires et de San Martín

Conseil National de Recherche Scientifique et Technique – CONICET

heredia.mar@gmail.com

➤ L'auteure montre combien les experts en économie sont omniprésents, que ce soit pour donner leur avis sur des problèmes collectifs relevant de choix politiques... ou conseiller les particuliers dans leurs opérations financières. Le plus souvent au-dessus des partis politiques, ils trustent les postes dirigeants dans les organisations internationales, et on les trouve aussi à la tête de plusieurs États. Comment en est-on arrivé là? Telle est la question.

Mots-clés: Technologies de gouvernement, gouvernementalité, Michel Foucault, Michel Callon, économistes.

Mariana Heredia, sociologue, a soutenue sa thèse à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris et a été chercheure visitante à l'Université de Columbia à New York. Elle est actuellement chercheure au Conseil National de la Recherche Scientifique et Technique du gouvernement argentin et enseigne aux Universités de Buenos Aires et de San Martín. Auteure de plusieurs articles dans de revues à comité de lecture en espagnol, français, portugais et anglais. Son dernier ouvrage est *À quoi sert un économiste. Enquête sur les nouvelles technologies de gouvernement* (Les Empêcheurs de penser en rond, ISBN 978-2-3592-5043-5).

Pourquoi vous êtes-vous intéressée aux économistes?

Pour ma thèse, j'ai travaillé sur la montée en puissance des économistes dans l'espace public et politique en Argentine lors du dernier quart du XX^e siècle. La recherche bibliographique m'a procurée une première surprise : la correspondance entre l'importance croissante de ces experts et l'adoption des politiques néolibérales était loin d'être une spécificité de mon pays. Depuis les années septante, aussi bien dans d'autres nations d'Amérique latine qu'en Afrique, en Asie et en Europe de l'Est, la promotion et l'élaboration de réformes de marché très radicales s'accompagnent d'une métamorphose de la représentation. Alors que les fonctionnaires d'État et les représentants corporatifs (du patronat et des travailleurs) se replient, perplexes par la crise des États, des experts «indépendants» acquièrent une présence de plus en plus importante sur les médias et même dans les plus hautes positions gouvernementales. En ouverte concurrence avec les avocats, les économistes s'affirment dans la vie publique et privée comme aucune autre discipline ou profession. Dans la plupart des cas, l'action de ces fonctionnaires économiques ne se limite pas à ajuster certains dérèglements ponctuels de

l'organisation sociale. Au nom d'une science neutre et universelle et souvent inscrits dans de réseaux transnationaux d'expertise, ils contribuent à transformer de fond en comble leurs sociétés, avec des conséquences sociales très régressives.

La deuxième surprise, plus récente, a été de constater que ces phénomènes, jadis confinés aux démocraties les plus faibles, étaient en train d'avoir lieu en Europe et aux États-Unis. Bien évidemment, ces pays avaient déjà entamé plusieurs réformes de libéralisation depuis les années septante, y compris sous de gouvernements de centre gauche. Or, à partir des années 2000, les exigences des organisations internationales et les recommandations des économistes ont acquis une insensibilité devant les protestations sociales et les préférences des électeurs en Europe, impensables quelques années plus tôt. C'est ce deuxième constat qui m'a encouragée à développer une réflexion plus générale sur les rôles des économistes aujourd'hui.

Or, à la différence d'autres ouvrages critiques qui s'acharnent à dénoncer le «complot du grand capital» ou «l'impérialisme étasunien», attribuant aux économistes le statut de simples médiateurs passifs, mon livre cherche à comprendre les transformations au sein des sciences économiques et la contribution des circonstances et d'autres acteurs au renforcement de ces experts. Étant donnée la nature hybride acquise par les économistes – à la fois intellectuels, hommes politiques, scientifiques, techniciens, consultants – cet ouvrage a dû faire recours aux sciences sociales au sens large du terme. À l'origine j'étais intéressée par les associations patronales et les groupes de pression associés aux hommes d'affaires en Argentine. J'étais étonnée de constater que des économistes professionnels participaient très activement à ces espaces, mobilisant toute l'autorité de la science. Cela m'a amenée à m'interroger sur la montée en puissance des économistes afin de comprendre les transformations concomitantes des démocraties nationales et du capitalisme globalisé.

Dans la première partie, on présente la montée en puissance des économistes à partir de trois regards. Le premier retrace l'unification des sciences économiques, leur rapprochement des sciences naturelles et l'émergence de la figure de l'économiste au singulier. Le deuxième chapitre montre l'apparition des économistes néolibéraux, leur rapprochement des entrepreneurs, des journalistes et des dirigeants politiques nationaux et internationaux dans le développement d'une offensive contre les États providence. Le troisième présente l'ubiquité acquise par le terme «économique» et la manière dont les sciences économiques contribuent à formater, de manière symbolique mais aussi très matérielle, le monde qui nous entoure.

Dans la deuxième partie, l'attention est mise sur le mode d'emploi des économistes en politique. D'abord, le quatrième chapitre illustre la nature des crises qui ont servi comme opportunité pour ceux qui cherchaient un mécanisme automatique de mise en ordre. Même si l'on pouvait retrouver d'autres indices du dérèglement du modèle d'après guerre, depuis les années septante, les crises se sont tantôt associées à la stagnation de la croissance tantôt à l'inflation et à l'endettement public. Face à la perplexité des élites, une avant-garde d'économistes a permis de transformer une crise d'autorité en crise économique. Désormais, de plus en plus d'experts se sont mis à discuter et à essayer plusieurs politiques de libéralisation des marchés et de coordination des décisions décentralisées. Dénonçant la violence et l'inefficacité des politiques publiques, ces fonctionnaires économiques, souvent soutenus par les organisations internationales, ont eu tendance à réduire les sociétés à de laboratoire de leur expérimentation. Par cette voie, citoyens, entrepreneurs, travailleurs ont cessé d'être par-

tenaires et co-responsables de ces transformations pour devenir des «agents économiques» indifférenciés, à encourager ou à contraindre.

Finalement, le dernier chapitre s'intéresse aux conséquences de l'emprise des économistes sur le régime de représentation. Qu'est-ce que la démocratie quand les principales décisions sont déléguées aux experts et quand la logique marchande devient la réponse à plusieurs problématiques publiques? On démontre que, contrairement au modèle d'après guerre, les dimensions sociales, économiques et politiques se sont progressivement séparées alors que la science et la politique se sont rapprochées. Et cela aussi bien au niveau des discours que des dirigeants et des pratiques de régulation. Les discours individualistes ont pris le relais sur les représentations plus socialisées, les élites technocratiques globalisées ont pris la place des représentants sectoriels et des hommes politiques dans la promotion et l'élaboration des politiques publiques, les dispositifs d'individualisation et de coordination ont eu tendance à remplacer le jugement et l'autorité des gouvernants et leurs sanctions. Dans ce sens, les sciences économiques constituent une avant-garde d'un processus de dédoublement des sphères sociales et de rapprochement entre science et politique engageant aujourd'hui d'autres spécialités.

Pourquoi associez-vous la montée des économistes à une nouvelle technologie de gouvernement?

Comme tout ouvrage, celui-ci porte plusieurs dettes intellectuelles. Les réflexions portant sur la gouvernementalité m'ont permis d'élargir un regard, fréquent dans la littérature sur ce sujet, souvent trop axé sur les élites étatiques. En effet, la plupart des études sur les économistes se sont inspirées de la sociologie de Pierre Bourdieu, mettant l'accent sur les rapports entre le champ du pouvoir et le champ scientifique, en particulier celui des sciences économiques. Dans ces études, l'attention se focalise sur les macro-économistes et surtout sur ceux accédant aux Banques centrales et aux ministères économiques. Reprenant le travail de Michel Foucault, de Michel Callon et de Bruno Latour, d'autres auteurs se sont intéressés aux dispositifs matériels qui structurent les rapports humains, invitant à une sociologie politique des sciences et des techniques. Cette deuxième tradition a eu tendance à se centrer sur différentes activités productives ou financières dans lesquelles les micro-économistes jouent un rôle d'importance.

Or, le développement en parallèle de ces deux analyses empêchait de voir que l'intérêt des économistes est précisément leur ubiquité et leur multi-positionalité. À la différence d'autres professionnels dont les domaines d'actions sont plus clairement délimités, la plupart des économistes partagent aujourd'hui une philosophie morale commune (celle qui croit aux vertus des marchés autorégulés) tout en agissant, en même temps, sur plusieurs domaines et à plusieurs échelles.

La notion de gouvernementalité, forgée par Michel Foucault dans ses derniers cours au Collège de France, permet de placer la montée en puissance des économistes dans une longue transition historique vers un exercice plus subtile et incitatif du pouvoir. En effet, comme lui-même l'a reconnu par son intérêt dans l'œuvre de Gary Becker, l'économie occupe un rôle majeur dans ces nouvelles modalités d'exercice de la domination politique, en développant de nouvelles technologies de gouvernement. En effet, cette discipline encourage à la fois la prolifération de la richesse et l'autorégulation des marchés et des sujets. Contre une science

politique qui se restreint aux systèmes politiques, la tradition foucaultienne nous rappelle qu'il y a d'autres manières de gouverner les hommes (souvent moins légales et moins physiques) dans lesquelles les professionnels jouent un rôle majeur. Ce faisant, cette tradition nous invite à faire une analyse du pouvoir au-delà des États; une invitation particulièrement pertinente dans notre monde globalisé. Pour Foucault, l'agencement du désir est devenu un mécanisme plus efficace que la violence et les punitions. Quelque part, le néolibéralisme a voulu réaliser une vieille utopie libérale. Selon Pierre Rosanvallon, depuis la Révolution Française, il devenait évident que le retour à la religion comme fondement du lien social était impossible. Or, il a été bientôt indéniable que c'était très difficile de fonder un ordre sur la seule entente entre les hommes et le contrat social. Le marché est alors apparu comme un principe extérieur à la volonté générale promettant de fonder un ordre pacifique et prospère. Alors que de nouvelles technologies se développent suivant ces principes, il ne faut pas conclure que la puissance étatique et la violence physique disparaissent. Primo, la principale violence du marché est celle d'exclure ceux ne possédant pas les moyens d'y participer. Cela implique un investissement important des États dans la répression et l'assistance des démunis. De même, lorsque l'incitation et la coordination par le marché dominent parmi les membres des classes aisées des grandes métropoles, une modalité très répressive du pouvoir continue à s'exercer dans les territoires de développement plus récent (comme la Chine, l'Inde ou le Brésil).

Un troisième élément mérite d'être signalé. Contre une lecture un peu conspirative de l'œuvre de Foucault, les recherches empiriques nous rappellent la fragilité de toute organisation sociale et l'ouverture au désordre et à la critique. D'une part, l'unité des économistes est un phénomène récent et nécessairement transitoire. Les études plus minutieuses sur l'adoption des politiques de marché révèlent que plusieurs économistes étaient conscientes des risques courus et défendaient un rôle plus actif des États et des communautés. Même si les médias tendent à leur accorder moins de place: il y a encore de voix critiques qui annonçaient les crises récentes et proposaient d'autres types de solutions. D'autre part, l'exaltation des marchés libéralisés est bien plus claire dans les discours que dans les pratiques. Où que l'on se trouve, les marchés nécessitent des ajustements et la coordination des décisions n'est jamais facile. Si les économistes sont tellement convoqués, c'est précisément parce que l'automatisme qu'ils supposent ne s'observe pas dans les pratiques. Le désordre reste une menace. Plus les décisions sont décentralisées, plus fortes sont les chances d'une faute de synchronisation. Ainsi, paradoxalement, alors qu'on proclame la libéralisation des marchés, on appelle de plus en plus l'intervention des experts. Si depuis un regard historique de long terme (comme celui de Foucault), certaines tendances se perçoivent avec clarté, dans l'action publique et privée quotidienne, il faut faire des choix et l'avenir reste ouvert.

Finallement à quoi sert un économiste?

Dans la mesure où nous pouvons aujourd'hui parler d'économiste au singulier, là où dans les années soixante nous aurions dû employer le pluriel, cette figure sert, d'abord, à attribuer toute l'autorité d'une discipline à son courant dominant. On le sait : dans un monde dans lequel la science a conquise une telle légitimité, l'accord parmi les savants laisse les profanes désarmés devant la puissance de «la» raison.

Munis de cette autorité, l'économiste sert ensuite à produire des discours sur le social;

aujourd’hui ces discours assimilent la société au marché et le marché à une réalité planétaire. De ce point de vue, tout objet et action est conçu comme une potentielle marchandise et toute personne, en dernière analyse, comme un agent maximisateur. Par cette voie, les autres propriétés des êtres et les autres principes de jugement des personnes perdent en visibilité et en reconnaissance. Paradoxalement, alors que tout le monde accepte que certains aspects devraient être tenus à la marge de la logique marchande, on ne fait que l’étendre sur de plus en plus de domaines et de démontrer l’incapacité des autorités politiques à limiter les effets écologiques et sociales les plus dévastateurs de cette expansion.

Troisièmement, les économistes ne se limitent pas souvent à justifier les vertus de l’ordre marchand et à clamer pour la libéralisation des forces spontanées du marché. Comme Pénélope, ils tissent le jour ce qu’ils ont défait la nuit. À part quelques processus sauvages et transitoires de libéralisation totale des activités économiques, dans la plupart de cas, la création et la stabilisation des marchés requièrent le formatage des biens et des services ainsi que l’équipement des agents calculateurs. Les économistes servent ainsi à la construction d’un monde (comme ils disent au niveau macro et micro-économique) axés sur l’utopie d’une coordination sociale vertueuse des vices privés. De cette manière, même s’ils ne sont pas issus d’une délibération publique et d’une décision politique, les dispositifs produits et agencés par les économistes structurent matériellement notre existence. L’influence de Milton Friedman et de Gary Becker [membres de l’école de Chicago] est désormais moins perceptible dans les ouvrages classiques que dans la sophistication des procédures qui structurent les marchés financiers et qui encouragent une marchandisation toujours plus grande.

Sa quatrième fonction revient à la première: par un processus d’économisation de notre monde, qui privatise les bénéfices et efface les responsables, les économistes contribuent au renforcement de la domination sociale et au disciplinement par exclusion des membres plus faibles de la société. Bref, comme d’autres technocrates du passé mais en utilisant moins qu’eux la violence physique, les économistes contribuent à structurer l’ordre capitaliste et ce faisant, ils participent à la reproduction des rapports de pouvoir et souvent à la création de nouvelles inégalités.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Foucault, Michel (2004a) : *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France (1977-1978)*, Paris, Gallimard-Seuil-Hautes Études.
- Foucault, Michel (2004b) : *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*, Paris, Gallimard-Seuil-Hautes Études.
- Callon, Michel (1998) : « Introduction : The Embeddedness of Economic Markets in Economics », *The Laws of the Markets*, Oxford, Backwell, p. 1-57.
- Rosanvallon, Pierre (1979): *Le capitalisme utopique. Histoire de l’idée de marché*, Paris, Seuil.